

DEPARTEMENT DU RHONE

COMMUNE DE SOUCIEU-EN-JARREST

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2017-01-23/05

Nombre de conseillers en exercice : 26

Présents : 23

Votants : 23

Le vingt-trois janvier deux mille dix sept

Le Conseil municipal de la commune de SOUCIEU-EN-JARREST (Rhône) étant réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Bernard CHATAIN, Maire.

Etaient présents : Bernard CHATAIN, Véronique LACOSTE, Gérard GRANGE, Ginette COQUET, Michel JARICOT, Danielle CREPEAU AUGROS, Bruno ROBIN, Sylvie BROYER, Patrick FONTES, Mireille BROSSE-AVITABILE, Robert PERRIER-DAVID, Valérie CHIPIER, Jean TRUFFET, Daniel ABAD, Pascal TRILOFF, Catherine CERRO, Olivier PICOT, Béatrice BOUTEMY, Christophe LASNIER, Monique TALEB, James PEDRON, Marie-France PILLOT, Martine CHIPIER.

Membres absents avant donné pouvoir :

Membres absents : Caroline BAYART, Gaëlle HOUSSAYE, François DEMOLIERE.

Secrétaire : Marie-France PILLOT

Service instructeur : Urbanisme

OBJET : DELIBERATION PRESCRIVANT L'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le Maire certifie :

- que la
convocation du
Conseil municipal
avait été faite le
16 janvier 2017

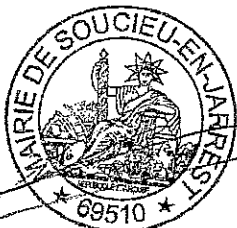
- que le compte
rendu de cette
délibération a été
affiché à la porte
de la mairie le :

30 JAN. 2017

- acte rendu
exécutoire après
dépôt en
Préfecture le et
publication du :

26 JAN. 2017

Bernard CHATAIN
Maire



La présente délibération a pour objet de prescrire l'élaboration du PLU de la Commune de SOUCIEU-EN-JARREST, de définir les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation, en application des articles L. 153-11 et L. 103-3 du Code de l'urbanisme.

1°) Rappel du contexte

Monsieur le Maire rappelle qu'en date du 15 décembre 2014 une délibération a été adoptée par le Conseil Municipal, en vue de la prescription d'une procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme

Cependant, en raison d'une irrégularité de procédure, susceptible de fragiliser le document en cours d'élaboration, il apparaît nécessaire de reprendre la procédure.

C'est pourquoi Monsieur le Maire propose donc de prescrire une nouvelle élaboration du PLU, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, le cas échéant modifiées par les dernières évolutions législatives et réglementaires (en particulier par l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 et par le Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015).

Il en résulte que la procédure suite à la prescription approuvée selon délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2014 est abandonnée.

2°) Les objectifs poursuivis par la Commune

En application des articles L. 153-11 et L. 103-3 du Code de l'urbanisme, il appartient au Conseil de préciser les objectifs poursuivis par la Commune dans le cadre de cette procédure.

Monsieur le Maire propose donc de définir les objectifs du futur PLU comme suit :

- Mettre le PLU en compatibilité avec le SCOT de l'Ouest lyonnais
- Organiser le renouvellement urbain de la commune pour soutenir son développement, dans une optique :

- de maîtrise de la densification et des formes urbaines produites : la commune de Soucieu-en-Jarrest souhaite privilégier les opérations qui, respectueuses du paysage et de la trame urbaine ancienne de la commune, s'appuient sur son identité propre et valorisent le cadre de vie ;
- de diversification des formes et des typologies d'habitat, pour assurer une réponse à des besoins en logements qui évoluent, du fait de l'évolution de la population communale et de la composition des ménages ;
- de renforcement de la centralité du village et des espaces de sociabilité et de rencontres favorables à son animation, en maintenant et affirmant sa mixité de fonctions (habitat, commerces de petites et moyennes surfaces, équipements, espaces publics) et la cohérence de la trame viaire et de cheminements modes doux ;
- de limitation de la consommation d'espaces naturels et agricoles, pour réduire l'impact du développement urbain sur l'environnement et l'agriculture, relativement fragilisée sur le secteur de l'Ouest lyonnais, et maintenir un contraste clair entre espaces naturels et espaces urbanisés (gestion de l'interface)
- - Poursuivre les efforts engagés en faveur de la production de logements abordables, pour:
- favoriser l'accès au logement dans un contexte de forte pression foncière et immobilière sur la commune et plus largement l'ensemble du territoire de l'Ouest lyonnais
- se rapprocher progressivement de l'objectif imposé par la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (2000), révisé par la Loi relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social (2013), de compter 25 % de logements aidés parmi les résidences principales de la commune ;
- se placer en compatibilité avec l'objectif de production de logements sociaux fixés par le Programme Local de l'Habitat de la COPAMO pour la période 2014-2019.
- - Amorcer une réflexion d'ensemble à l'échelle de la commune pour réorganiser les déplacements, dans le but :
- d'atténuer l'impact du trafic de transit en centre-village (carrefour RD 25/ RD 30);
- de sécuriser et encourager les trajets en modes doux via le réaménagement de certaines voies et/ou une amélioration du maillage de l'espace urbain;
- de favoriser l'usage des transports en commun et d'améliorer la desserte;
- d'accompagner et structurer de manière cohérente le renouvellement urbain et la densification;
- - Mettre en place une stratégie de développement économique permettant de développer l'emploi: le SCOT de l'ouest Lyonnais prévoit une extension de la zone d'activité Arbora repérée comme zone d'activité de proximité. D'intérêt communautaire, l'ouverture de la zone dans les dix prochaines années est un objectif communal

qui permettra de répondre à des demandes locales.

- **Protéger les espaces naturels et agricoles stratégiques sur la commune :** vallées du Garon, du Furon, du Chéron et du Merdanson, coteaux de l'Ouest du territoire communal, coupures vertes entre l'enveloppe urbaine du village et les hameaux situés à l'Ouest (Bas et Haut-Marjon, Prasseytout)
- **Préserver le patrimoine architectural, urbain et paysager de la commune:**
 - En repérant et protégeant les bâtiments et arbres remarquables;
 - En maintenant la compacité des hameaux anciens de Bas et Haut-Marjon;
 - En identifiant des espaces de respiration, des cœurs verts au sein du village, en particulier le parc paysager de La Piat entre le village et Verchery;

3°) Les modalités de la concertation

Monsieur le Maire rappelle ensuite qu'au titre des dispositions des articles L. 153-11 et L. 103-3 du Code de l'urbanisme, il convient de préciser les modalités de la concertation, qui permettra au public de participer à la définition du projet.

Cette procédure de concertation préalable associera pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole.

La concertation a pour objectif :

- de fournir une information claire sur le projet de PLU;
- d'offrir largement au public la possibilité de s'exprimer et d'exposer ses attentes et ses idées

La concertation sera organisée selon les modalités suivantes :

- L'information du public sera assurée par :
 - o La mise à disposition en mairie, aux heures d'ouverture habituelle du public des documents de synthèse de chaque phase de la procédure (diagnostic / PADD), durant toute la phase de concertation
 - o La publication d'au moins un article, sur le site Internet de la Commune et dans le bulletin municipal (distribué dans les boîtes aux lettres)
- Le public pourra faire connaître ses observations dans un registre ouvert en mairie, pendant toute la durée de la concertation, aux heures d'ouverture habituelle au public.
- Une réunion publique d'échange et de concertation sera organisée.
- Une communication sera faite dans la presse locale

Suite aux avis exprimés dans le cadre de la concertation, un bilan sera arrêté et présenté au Conseil municipal, qui en délibérera, au plus tard lors de l'arrêt du projet. Il sera tenu à la disposition du public dans les conditions légales.

Avant l'arrêt du projet de PLU, le Conseil municipal débattrà des orientations générales du PADD.

Vu le jugement rendu par le Tribunal administratif de LYON le 5 mars 2009;
Vu l'arrêt rendu par la Cour Administrative d'Appel de LYON le 10 mai 2011;
Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 153-11, L. 103-3, L. 132-7, L. 132-9, L. 132-11, R. 153-20 et suivants;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité, des membres présents ou représentés, le Conseil Municipal,

● DECIDE de :

- 1- Prescrire l'élaboration du PLU sur l'ensemble du territoire communal,
- 2 - Charger Monsieur le Maire de conduire cette procédure, conformément aux dispositions des articles R. 153-1 et suivants du Code de l'Urbanisme,
- 3 - Définir les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable engagée en application des articles L. 153-11 et L. 103-3 du Code de l'urbanisme comme
 - Mettre le PLU en compatibilité avec le SCOT de l'Ouest lyonnais
 - Organiser le renouvellement urbain de la commune pour soutenir son développement, dans une optique :
 - de maîtrise de la densification et des formes urbaines produites : la commune de Soucieu-en-Jarrest souhaite privilégier les opérations qui, respectueuses du paysage et de la trame urbaine ancienne de la commune, s'appuient sur son identité propre et valorisent le cadre de vie ;
 - de diversification des formes et des typologies d'habitat, pour assurer une réponse à des besoins en logements qui évoluent, du fait de l'évolution de la population communale et de la composition des ménages ;
 - de renforcement de la centralité du village et des espaces de sociabilité et de rencontre favorables à son animation, en maintenant et affirmant sa mixité de fonctions (habitat, commerces de petites et moyennes surfaces, équipements, espaces publics) et la cohérence de la trame viaire et de cheminements modes doux ;
 - de limitation de la consommation d'espaces naturels et agricoles, pour réduire l'impact du développement urbain sur l'environnement et l'agriculture, relativement fragilisée sur le secteur de l'Ouest lyonnais, et maintenir un contraste clair entre espaces naturels et espaces urbanisés (gestion de l'interface)
 - Poursuivre les efforts engagés en faveur de la production de logements abordables, pour :
 - Favoriser l'accès au logement dans un contexte de forte pression foncière et immobilière sur la commune et plus largement l'ensemble du territoire de l'Ouest lyonnais
 - Se rapprocher progressivement de l'objectif imposé par la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (2000), révisé par la Loi relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social (2013), de compter 25 % de logements aidés parmi les résidences principales de la commune ;
 - Se placer en compatibilité avec l'objectif de production de logements sociaux fixés par le Programme Local de l'Habitat de la COPAMO pour la période 2014-2019.

- **Amorcer une réflexion d'ensemble à l'échelle de la commune pour réorganiser les déplacements, dans le but :**
 - **d'atténuer l'impact du trafic de transit en centre-village (carrefour RD 25/ RD 30) ;**
 - **de sécuriser et encourager les trajets en modes doux via le réaménagement de certaines voies et/ou une amélioration du maillage de l'espace urbain ;**
 - **de favoriser l'usage des transports en commun et d'améliorer la desserte ;**
 - **d'accompagner et structurer de manière cohérente le renouvellement urbain et la densification ;**
 - **Mettre en place une stratégie de développement économique permettant de développer l'emploi: le SCOT de l'ouest Lyonnais prévoit une extension de la zone d'activité Arbora repérée comme zone d'activité de proximité. D'intérêt communautaire, l'ouverture de la zone dans les dix prochaines années est un objectif communal qui permettra de répondre à des demandes locales.**
 - **Protéger les espaces naturels et agricoles stratégiques sur la commune : vallées du Garon, du Furon, du Chéron et du Merdanson, coteaux de l'Ouest du territoire communal, coupures vertes entre l'enveloppe urbaine du village et les hameaux situés à l'Ouest (Bas et Haut-Marjon, Prasseytout)**
 - **Préserver le patrimoine architectural, urbain et paysager de la commune :**
 - **En repérant et protégeant les bâtiments et arbres remarquables ;**
 - **En maintenant la compacité des hameaux anciens de Bas et Haut-Marjon ;**
 - **En identifiant des espaces de respiration, des cœurs verts au sein du village, en particulier le parc paysager de La Piat entre le village et Verchery ;**

4 – **Demander l'association des services de l'État conformément à l'article L. 132-10 du Code de l'Urbanisme,**

5 – **Demander, conformément aux articles L. 132-15 et suivants du Code de l'urbanisme du Code de l'Urbanisme, et aux dispositions du Code général des collectivités territoriales l'aide de l'État dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLU**

6- **Donner pouvoir à Monsieur le Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à l'élaboration du PLU et plus généralement pour effectuer toutes démarches requises pour le bon déroulement de la procédure ;**

7 - **Solliciter les services de l'État, conformément au décret n°83.1122 du 22 décembre 1983, afin qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à l'élaboration du PLU (articles L.1614-1 et L.1614-3 du Code Général des Collectivités Territoriales),**

8- **Dire que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à**

l'élaboration du PLU seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

La présente délibération sera notifiée aux autorités et administrations conformément aux dispositions en vigueur du Code de l'urbanisme.

La présente délibération fera l'objet des formalités de publicité prévues à l'article R. 153-21 du Code de l'urbanisme

Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le ou les lieux où le dossier pourra être consulté.

Ainsi fait et délibéré, les jours mois et an susdits.

Bernard CHATAIN,
Maire

